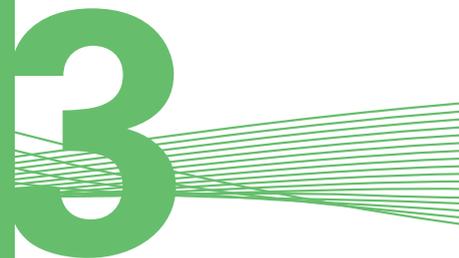




LE SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER



56 L'organisation

58 Les actifs et les passifs
financiers des agents
économiques

61 Les comptes d'exploitation
des établissements de crédit



Guadeloupe. Chutes du Carbet.

© Dieter Bahut

L'ORGANISATION

À l'exception des caisses de Crédit municipal, toutes les catégories d'établissements de crédit (telles que définies par l'article L 511-9 du Code monétaire et financier) sont présentes dans les cinq DOM et les collectivités d'outre-mer de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin et Saint-Barthélemy (cf. annexe). À la fin de l'année 2011, on dénombre 41 établissements de crédit disposant d'une implantation locale, dont 21 banques, 17 sociétés financières, 2 institutions financières spécialisées et 1 établissement non soumis à la loi bancaire. Par ailleurs, 150 établissements qui ne disposent pas de représentation locale interviennent directement dans les DCOM depuis la métropole dans le financement des entreprises et des administrations publiques locales.

Si le système bancaire des départements et collectivités d'outre-mer (DCOM) conserve des caractéristiques qui lui sont propres, notamment en raison de la taille des marchés, les évolutions récentes l'amènent progressivement à converger vers le système métropolitain. La quasi-totalité des établissements exclusivement locaux a disparu au profit de rapprochements avec de grands groupes bancaires métropolitains, dans le sillage des mouvements de concentration observés sur le plan national.

Dans les DCOM, la densité bancaire et la bancarisation¹ de la population sont en moyenne inférieures à celles de la métropole.

En termes de bancarisation, les DCOM enregistrent en moyenne 0,82 compte à vue par habitant en 2011, soit un niveau inférieur à celui constaté en métropole (1,22 compte à vue par habitant). Saint-Pierre-et-Miquelon (1,22), la Martinique (1,12) et la Guadeloupe (1,10) affichent un nombre de comptes à vue par habitant voisin de celui de la métropole. Inversement, la bancarisation reste faible à Mayotte ainsi qu'en Guyane, avec respectivement 0,28 et 0,51 compte à vue par habitant. La Réunion se situe quant à elle dans la moyenne des DCOM (0,81).

En 2011, la couverture bancaire dans les DCOM a augmenté avec la création nette de 13 guichets, ce qui porte leur nombre total à 637 unités. Bien qu'en amélioration, leur densité, avec 1 guichet pour 3300 habitants, demeure inférieure à celle de la métropole (1 guichet bancaire pour 1620 habitants). La situation par département est contrastée : alors que la densité à Saint-Pierre-et-Miquelon dépasse le ratio hexagonal (1 guichet bancaire pour 1020 habitants), la Guyane et surtout Mayotte se situent nettement en dessous de ce ratio, avec respectivement 1 guichet pour 5760 et 7460 habitants. La Guadeloupe et la Martinique affichent une densité supérieure à la moyenne des DCOM (avec respectivement 1 guichet pour 2661 et 2625 habitants), alors que pour La Réunion le ratio est de 1 guichet pour 3440 habitants.

Parallèlement, l'installation de nouveaux DAB-GAB s'est poursuivie, avec 69 unités en un an. La densité s'élève à 1 DAB-GAB pour 1420 habitants en moyenne dans les DCOM. La Guadeloupe et la Martinique sont les mieux équipées, avec une densité proche de celle de la France métropolitaine (1 DAB-GAB pour environ 1120 habitants). À l'inverse, Mayotte et la Guyane ont respectivement 1 DAB-GAB pour 3585 et pour 2110 habitants. La Réunion et Saint-Pierre-et-Miquelon se situent légèrement en dessous de la densité moyenne des DCOM (respectivement 1627 et 1521 habitants par DAB-GAB).

Ces évolutions s'accompagnent d'une progression modérée (+0,7 %) des ouvertures de comptes bancaires en 2011, dont le nombre dépasse 4,9 millions. Le nombre de cartes bancaires en circulation dans les DCOM atteint 2,2 millions, soit une progression de 2,3 % par rapport à l'année précédente.



Guyane. Tronc doré de bois palika, *Capirona decorticans*. Grand arbre peu commun de la forêt primaire et plus rarement encore des forêts secondaires.

Marie-Françoise Prévost © IRD

¹ Nombre de comptes à vue par habitant. Les estimations du nombre d'habitants sont celles de 2006 pour Saint-Pierre-et-Miquelon, 2007 pour Mayotte et 2010 pour les autres géographies. Les données concernant la métropole sont de 2010.

Le système bancaire dans les DCOM

	Décembre 2009	Décembre 2010	Décembre 2011*
Établissements de crédits locaux	41	41	41
Banques	21	21	21
Sociétés financières	17	17	17
Autres	3	3	3
Nombre de guichets bancaires**	620	624	637
Nombre de guichets automatiques**	1 291	1 405	1 475
Nombre de comptes bancaires**	4 814 945	4 877 223	4 910 180
Nombre de cartes bancaires en circulation**	2 054 065	2 149 307	2 198 011

* Données 2011 provisoires.

** Données 2009 et 2010 révisées par rapport aux publications antérieures.



Saint-Pierre-et-Miquelon. Sorbier à l'Anse à Henry.

© Patrick Boez

LES ACTIFS ET LES PASSIFS FINANCIERS DES AGENTS ÉCONOMIQUES

Les actifs financiers des agents économiques

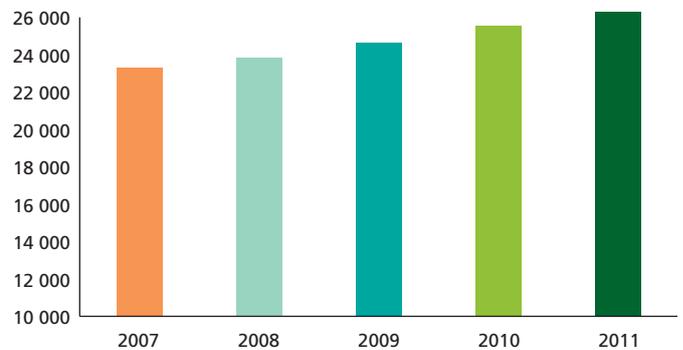
Au 31 décembre 2011, le total des **actifs financiers** collectés par les établissements de crédit des DCOM est de **26,3 milliards d'euros**, en hausse de près de 3 % sur l'année. Les actifs financiers affichent un rythme de croissance moins soutenu qu'en 2010 (+3,7 %), très loin des niveaux des années d'avant crise (8,3 % en 2007). La progression est tirée par les comptes d'épargne à régime spécial (+4,8 %) et les dépôts à terme (+22,4 %). Les dépôts à vue enregistrent un net ralentissement de leur croissance (+1,8 %) par rapport à 2009 et 2010 (6 % chaque année). De même, les placements à long terme connaissent un fort ralentissement de leur progression (+0,4 %) par rapport à 2009 et 2010 (respectivement 8 % et 5,5 %).

Les dépôts à vue

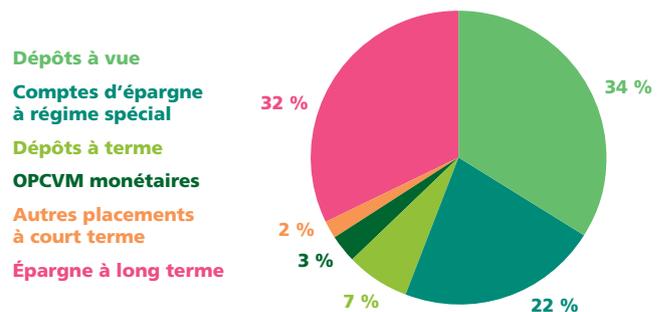
Les dépôts à vue, qui représentent 34 % du total des actifs financiers dans les DCOM, affichent un encours de 8,9 milliards d'euros à fin 2011, en hausse de 1,8 %. Les dépôts à vue des ménages enregistrent une croissance identique à celle des entreprises (+2,2 %).

Bien que contenue, la croissance concerne la plupart des géographies, à l'exception de Saint-Pierre-et-Miquelon (-3,2 %). Les hausses les plus importantes sont observées à Mayotte (+5,6 %) et en Guyane (+4,5 %).

Évolution des actifs financiers (en millions d'euros)



Répartition des actifs par nature au 31 décembre 2011



Les placements liquides ou à court terme¹

L'encours des placements liquides ou à court terme des DCOM atteint plus de 9 milliards d'euros au 31 décembre 2011, en hausse de 6,3 % après 1,5 % en 2010.

Répartition des actifs financiers au 31 décembre 2011

en millions d'euros

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Mayotte	La Réunion	SPM	Total
Dépôts à vue	2 361	679	2 006	175	3 611	67	8 898
Placements liquides ou à court terme	2 293	432	2 293	168	3 795	104	9 084
dont comptes d'épargne à régime spécial	1 565	313	1 405	82	2 472	56	5 893
dont comptes à terme	475	59	682	61	637	47	1 962
dont autres placements à court terme	252	59	205	24	686	1	1 229
Épargne à long terme	2 139	330	2 093	64	3 670	31	8 325
Total	6 792	1 440	6 391	406	11 075	202	26 307

Les comptes d'épargne à régime spécial, qui constituent la principale composante des placements liquides ou à court terme (65 %), enregistrent une progression de 4,8 % en 2011 à 5,9 milliards d'euros. Ces produits continuent de bénéficier de l'engouement des épargnants pour des formes de placement sans risques de pertes en capital, en particulier le livret A dont le dynamisme bénéficie de l'attrait traditionnel de ce placement (absence de fiscalité, garantie de l'État, conditions de rémunération²).

Les dépôts à terme enregistrent une forte reprise en 2011 (+22,4 %), après la faible progression de 2010 (+1 %), ce qui permet de retrouver le niveau d'encours observé en 2008. L'encours des OPCVM monétaires affiche un recul de 18,6 % en 2011, dans un contexte de faible reprise des taux sur les marchés monétaires en 2011.

Les placements à long terme gérés par les établissements de crédit

Les données présentées ici ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance-vie souscrits auprès des établissements de crédit et n'incluent pas ceux souscrits auprès des compagnies d'assurance. Elles contribuent néanmoins à une estimation des placements à long terme.

Au 31 décembre 2011, l'encours d'épargne à long terme gérée par les établissements de crédit des DCOM s'élève à 8,3 milliards d'euros, en hausse de 0,4 % sur un an, et représente plus de 32 % du total des actifs financiers.

Principale composante de l'épargne à long terme (58 % en 2011), les contrats d'assurance-vie demeurent le produit privilégié des épargnants. Ils présentent un encours de 4,8 milliards d'euros, en hausse de 4,1 %, soit un rythme de croissance en net ralentissement par rapport à 2010 (+11,8 %).

Les plans d'épargne-logement (22,3 % des placements à long terme) présentent un encours en très légère hausse (+0,3 % en 2011), à 1,9 milliard d'euros.

Les encours des OPCVM non monétaires (6 % des placements à long terme) se contractent de 6,2 %. Les placements en actions (3,6 % des placements à long terme) diminuent de 8,2 % et les placements en obligations (7,4 % des placements à long terme) sont en net repli (-11,5 %).

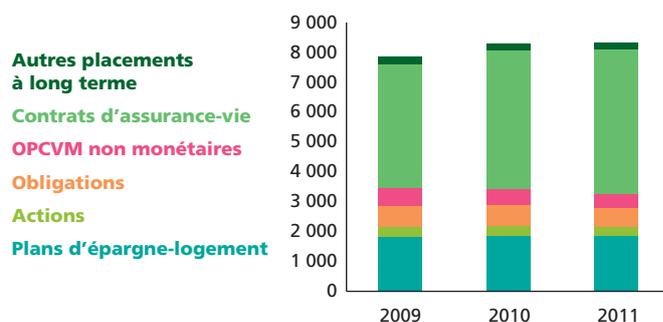
Les autres placements à long terme, constitués principalement des plans d'épargne populaire, sont en recul de 8,3 % en 2011.

Répartition des actifs par agent économique

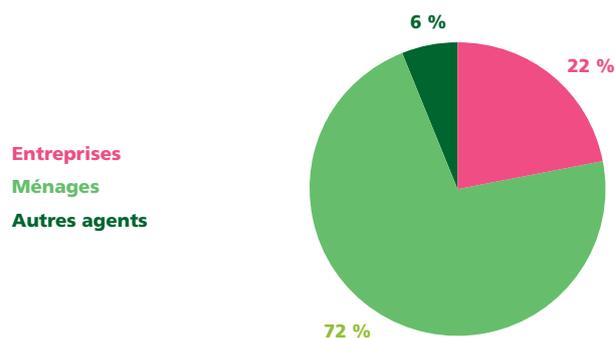
Les actifs financiers des DCOM sont détenus à hauteur de 72 % par les ménages, soit un encours de 19 milliards d'euros au 31 décembre 2011, en hausse de 2,6 % sur un an. Les entreprises détiennent 22 % des actifs. La prépondérance des ménages dans la détention des actifs financiers est particulièrement marquée à la Guadeloupe (74 %) et à Saint-Pierre-et-Miquelon (77,7 %), alors qu'elle est beaucoup plus faible à Mayotte (53,4 %).

Répartition de l'épargne à long terme au 31 décembre

(en millions d'euros)



Répartition des actifs financiers par agent économique au 31 décembre 2011



Les passifs financiers des agents économiques

Avec l'évolution au 30 juin 2010 des obligations réglementaires déclaratives des établissements de crédit (passage à SURFI – Système unifié de reporting financier – et abandon du système BAFI), les critères de classification des établissements de crédit dans les statistiques monétaires de l'IEDOM ont été révisés. Ainsi est considéré comme Établissement de crédit installé localement (ECIL) tout établissement disposant d'une représentation locale effective, à savoir au moins un agent permanent localement. Par différence, les Établissements de crédit non installés localement (ECNIL) sont ceux intervenant sans représentation locale. Les données publiées dans la présente note peuvent ainsi différer des séries diffusées jusqu'à présent par l'IEDOM. Toutefois, l'ensemble des séries historiques a été revu selon la nouvelle méthodologie.

¹ Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles, sans risque de perte de capital, à savoir les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A, ordinaires, bleus, jeunes et d'épargne populaire, les Codevi et les comptes d'épargne-logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

² Le taux du livret A a été revu à la hausse le 1^{er} août 2011, passant de 1,75 % à 2,25 %.



Guyane. Tronc et latex de yamayadou montagne. Grand arbre fréquent en forêt primaire.

Évolution des concours bancaires par nature

Au 31 décembre 2011, l'ensemble des concours bancaires consentis dans les départements et collectivités d'outre-mer atteint 37,9 milliards d'euros. L'encours des crédits enregistre une hausse de 3,3 % en 2011, après une augmentation de 4,1 % en 2010. 92 % de l'ensemble des concours accordés à la clientèle des DCOM sont distribués par les établissements de crédit installés localement. Leur poids est variable selon les géographies, s'étageant de 75 % à Mayotte à 95 % à Saint-Pierre-et-Miquelon.

La croissance de l'encours en 2011 est tirée par la progression des crédits à l'habitat (+4,7 %). Ces derniers représentent la première composante des concours accordés aux agents économiques des DCOM avec 44 % de l'encours total ; 60 % des crédits à l'habitat sont détenus par les ménages. La Guadeloupe enregistre en 2011 une croissance de ses encours de crédits à l'habitat particulièrement soutenue (+9,6 %). La hausse est en revanche contenue à la Martinique (+3,2 %) ainsi qu'à La Réunion (+3,2 %).

Les crédits à l'équipement, qui représentent 31 % de l'encours total de crédits accordés aux agents économiques des DCOM, s'inscrivent en hausse de 5,2 % en 2011, avec une progression

particulièrement marquée en Guyane (+10,9 %) et à la Guadeloupe (+7,3 %). L'encours de crédits à l'équipement à La Réunion, qui représente plus de 50 % du total de ce type de crédits dans les DCOM, connaît une croissance légèrement inférieure (+4,9 %) à celle observée dans les DCOM. Le dynamisme des crédits à l'équipement dans les DCOM est tiré en 2011 aussi bien par la demande des collectivités locales, dont l'encours progresse de 4,4 %, que par celle des entreprises qui progresse de 4,5 %.

Représentant 12 % des concours, les crédits de trésorerie diminuent de 0,3 % en 2011, après la baisse de 1 % enregistrée en 2010. De par leur nature, ils sont distribués essentiellement par les établissements de crédit installés localement. Les crédits de trésorerie sont détenus à 76 % par les ménages.

Évolution des concours bancaires par agent économique

Les crédits aux entreprises représentent 44 % des crédits accordés aux agents économiques des DCOM. Ils sont pour l'essentiel (à hauteur de 88 %) consentis par les établissements de crédit installés localement. Les encours de crédit se sont inscrits en hausse (3,4 %) en 2011, après une quasi-

Concours bancaires accordés par l'ensemble des établissements de crédits au 31 décembre 2011 concours nets en millions d'euros

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Mayotte	La Réunion	SPM	Total
Créances commerciales	36	10	26	3	121	2	199
Crédits de trésorerie	1 060	178	1 055	135	2 171	16	4 615
Crédits à l'équipement	2 286	742	2 861	398	5 298	47	11 632
Crédits à l'habitat	3 697	1 265	3 186	179	8 071	70	16 467
Comptes ordinaires débiteurs	202	45	231	19	284	4	786
Autres crédits	385	126	356	12	918	2	1 799
Créances douteuses nettes	238	38	216	25	457	3	976
Provisions	359	60	304	16	634	7	1 380
Clientèle non financière	8 263	2 464	8 234	788	17 953	152	37 854

Répartition des concours de caractères bancaires au 31 décembre 2011

concours nets en millions d'euros

	Entreprises	Ménages	Collectivités locales	Total
Créances commerciales	196	-	-	196
Crédits de trésorerie	1 059	3 487	57	4 603
Crédits à l'équipement	6 325	-	4 356	10 681
Crédits à l'habitat	6 531	9 902	3	16 436
Comptes ordinaires débiteurs	524	169	45	738
Autres crédits	1 333	148	16	1 497
Créances douteuses nettes	644	228	92	964
Provisions	-	-	-	1 380
Autres agents non ventilés	-	-	-	1 359
Clientèle non financière	16 611	13 934	4 570	37 854

stagnation en 2010 (+0,8 %). Cette hausse recouvre toutefois des évolutions contrastées selon les géographies. On constate une hausse des encours de crédit aux entreprises à la Guadeloupe (+8 %), en Guyane (+7,5 %) et à Saint-Pierre-et-Miquelon (+3,9 %) ainsi qu'à La Réunion (+2,7 %). En revanche, à la Martinique et à Mayotte l'encours diminue (respectivement de -0,7 % et -2,5 %). Analysée par catégorie de crédit, la hausse des crédits aux entreprises est liée à la reprise observée depuis 2010 de la demande sur les crédits à l'équipement (+2,4 % en 2010 et +4,5 % en 2011), après le recul enregistré en 2009 (-2,9 %). Ces crédits constituent 39 % des crédits accordés aux entreprises. Les crédits immobiliers destinés aux entreprises¹, soit 40 % de leur endettement bancaire, augmentent de 3,9 %. Les crédits de trésorerie (6,6 % des concours accordés aux entreprises) sont en augmentation de 0,5 %.

Les **ménages** détiennent 39 % de l'ensemble des concours accordés aux agents économiques des DCOM. Leur encours progresse de 3,7 % en 2011 (contre +5 % en 2010). L'ensemble des géographies est concerné par l'augmentation de l'octroi de crédits aux ménages. Elle est particulièrement sensible en Guyane (+7,9 %) et à la Guadeloupe (+6,5 %), mais plus faible à La Réunion (+2,5 %). La croissance des crédits aux ménages est tirée exclusivement par celle des crédits à l'habitat (+5,3 %), qui constituent 72 % des crédits accordés aux ménages. Les crédits à la consommation, deuxième composante des crédits de cette catégorie d'agents (25 %), stagnent en 2011.

Les **collectivités locales** bénéficient de 12 % des concours bancaires des DCOM. Leur encours, constitué pour l'essentiel de crédits à l'équipement (95 %), enregistre une hausse de 5 % en 2011, inférieure à celle observée en 2010 (+8 %). En 2011, les crédits aux collectivités locales constituent un des principaux facteurs de la croissance des concours dans les DCOM. Cette tendance est notable dans toutes les géographies, à l'exception de Saint-Pierre-et-Miquelon où l'encours aux collectivités locales décroît (-11,7 %)². Le financement des collectivités locales est assuré à hauteur de 85 % par les établissements de crédit installés localement.

LES COMPTES D'EXPLOITATION DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Il convient de souligner que cette partie repose sur l'analyse d'un échantillon de 13 banques, dont 9 situées dans la zone des Départements français d'Amérique (DFA) et 4 dans la zone océan Indien. En conséquence, les conditions d'exploitation décrites ci-après ne reflètent pas nécessairement, en niveau comme en tendance, celles de l'ensemble des établissements de crédit installés localement dans les DCOM.

Le total de bilan des banques de l'échantillon progresse de 4 % en 2011 et atteint 20,3 milliards d'euros au 31 décembre 2011, avec une croissance supérieure dans les DFA (+6,9 %) à celle de l'océan Indien (+1,5 %).

Dans les DFA, la reprise de l'activité des banques, initiée en 2010, se poursuit en 2011, mais à un rythme moins soutenu. Le total de bilan des 9 banques concernées progresse de 6,9 % et atteint 9,6 milliards d'euros. La distribution de crédit, qui représente 74 % du total de l'actif, affiche une croissance de 4,9 %, en nette décélération par rapport à 2010 (+8,2 %). La croissance de la collecte de dépôts enregistre également un ralentissement (+4,2 %) par rapport à son rythme de 2010 (+6,1 %). Cette hausse, plus modérée que celle de la distribution de crédit, entraîne une dégradation du solde des opérations de trésorerie de 8 %. Excédentaires jusqu'en 2005, les banques des DFA affichent depuis lors un besoin de financement global croissant (plus de 1,3 milliard d'euros en 2011).

Dans l'océan Indien, la progression du total de bilan des 4 banques de l'échantillon a été moins soutenue (+1,5 %) que

¹ Défisicalisation, habitat social, promotion immobilière.

² Les collectivités locales poursuivent le remboursement de leurs crédits après une demande importante de financement à la fin de l'année 2009.

Saint-Pierre-et-Miquelon. Vue sur Langlade.





Mayotte. Songoro mbili.

dans les DFA. Au 31 décembre 2011, il atteint 10,7 milliards d'euros. Les encours de crédits enregistrent un recul de 0,4 %, après une hausse de 3,6 % en 2010. La collecte des dépôts reste orientée à la hausse en 2011 (+6,5 % après +4,6 % en 2010). Cette croissance plus rapide des dépôts que des crédits diminue le besoin global de financement (-11 %). En décembre 2011, la position nette emprunteuse s'élevait à 3,1 milliards d'euros.

La qualité du portefeuille des banques évolue de façon contrastée dans les deux zones géographiques en 2011. Dans les DFA, après deux années consécutives de hausse, on observe, en 2011, une baisse du taux de créances douteuses de 0,3 point (7,7 %).

Dans l'océan Indien, structurellement moins élevé que dans les DFA jusqu'en 2008 (5 %), le taux de créances douteuses connaît une forte dégradation en 2009 et 2010 (8 %), qui se ralentit en 2011 (8,5 %). Il dépasse ainsi le niveau observé dans les banques des DFA.

La croissance du produit net bancaire (PNB) des banques des DCOM décélère en 2011, avec une progression de 3,6 % (après +6 % en 2010). La croissance du PNB demeure plus élevée pour les établissements de l'océan Indien que pour ceux des DFA.

Dans les DFA, le PNB progresse de 2,7 %. Le rythme de croissance s'est ralenti par rapport à 2010 (+5,5 %) et passe en dessous de celui du total de bilan (+6,9 %). Le produit net des opérations avec la clientèle, qui représente 85 % du PNB, augmente de 2,4 %. La baisse du coût du refinancement (-1,3 %) contribue également à la croissance du PNB. Par catégorie de produit, la hausse du PNB est essentiellement tirée par la hausse des intérêts nets (+2,9 %) – liée notamment à la baisse du coût du refinancement – mais également par celle des commissions nettes (+2,8 %).

Dans l'océan Indien, la hausse du PNB (+4,6 %) est plus modérée qu'en 2009 et 2010 (respectivement +8 % et +6,3 %). Le produit net des opérations avec la clientèle diminue de 0,5 %.

Bilan agrégé dans les DFA

en millions d'euros

	31/12/09	31/12/10	31/01/11	Var. 11/10
Actif				
Opérations de trésorerie	1 696	1 624	1 859	14,5 %
Opérations avec la clientèle	6 305	6 823	7 159	4,9 %
Opérations diverses	469	437	483	10,6 %
Valeurs immobilisées	119	120	126	5,0 %
Total de bilan	8 589	9 004	9 628	6,9 %
Passif				
Opérations de trésorerie	2 811	2 870	3 207	11,7 %
Opérations avec la clientèle	4 765	5 055	5 266	4,2 %
Opérations diverses	314	257	283	10,1 %
Capitaux propres	699	821	872	6,2 %

Bilan agrégé dans l'océan Indien

en millions d'euros

	31/12/09	31/12/10	31/01/11	Var. 11/10
Actif				
Opérations de trésorerie	1 429	1 607	1 736	8,0 %
Opérations avec la clientèle	7 864	8 144	8 113	-0,4 %
Opérations diverses	670	680	740	8,8 %
Valeurs immobilisées	93	87	85	-2,0 %
Total de bilan	10 057	10 518	10 674	1,5 %
Passif				
Opérations de trésorerie	4 650	5 040	4 791	-4,9 %
Opérations avec la clientèle	3 998	4 183	4 454	6,5 %
Opérations diverses	356	199	251	26,4 %
Capitaux propres	1 053	1 096	1 178	7,5 %

Ainsi la hausse du PNB est avant tout la conséquence, comme en 2009 et 2010, d'une baisse du coût du refinancement (-11,9 % en 2011). Par composantes, la hausse du PNB est essentiellement tirée par celle des intérêts nets (+4,5 %).

Dans les DFA, les frais généraux (+3,4 %) progressent à un rythme supérieur à celui du PNB en 2011. En conséquence, le résultat brut d'exploitation augmente de façon plus modérée en 2011 (+1,4 %) qu'en 2010 (+13,8 %). Le coefficient net d'exploitation¹ se dégrade légèrement, +0,1 point, à 73,5 %. Le coût du risque, après une forte hausse en 2009 (70 millions d'euros), affiche une nette tendance à la baisse et s'établit en 2011 à 27 millions d'euros. Conséquence de cette baisse du coût du risque, le résultat d'exploitation s'améliore (+7 % à 97 millions d'euros). Par rapport à l'année 2010, le résultat net des banques des DFA augmente de 15,6 % pour s'établir à 59 millions d'euros.

Dans l'océan Indien, les frais généraux progressent de 6,6 %, soit un niveau supérieur à celui du PNB, ce qui conduit à un ralentissement de la croissance du résultat brut d'exploitation (+3,2 % en 2011 contre +6,7 % en 2010). Le coefficient net d'exploitation se dégrade de 0,6 point à 58 % mais demeure à un niveau nettement inférieur à celui des banques des DFA. Le coût du risque est presque divisé par 2 en 2011 (49 millions d'euros), ce qui permet une amélioration du résultat d'exploitation. Ce dernier progresse de 66 à 117 millions d'euros. Après un solde négatif en 2009 (-2 millions d'euros), le résultat net poursuit en 2011 (78 millions d'euros) la reprise entamée en 2010 (51 millions d'euros).

¹ (Frais généraux + dotations aux amortissements)/produit net bancaire. Par construction, le coefficient net d'exploitation s'améliore quand son niveau diminue.

Compte de résultat agrégé dans les DFA

en millions d'euros

	2009	2010	2011	Var. 11/10
(+) Opérations de trésorerie et interbancaire	-52	-38	-37	-1,3 %
(+) Opérations avec la clientèle	380	389	398	2,4 %
(+) Opérations sur titres	0	-1	1	N.S
(+) Autres opérations	106	108	110	1,3 %
(=) Produit net bancaire	434	458	471	2,7 %
(-) Frais généraux	311	321	332	3,4 %
dont frais de personnel	186	188	194	3,2 %
dont services extérieurs	117	125	128	2,2 %
(-) Dotations aux amortissements	15	15	15	-3,9 %
(-) Divers	0	-1	-1	N.S
(=) Résultat brut d'exploitation	108	123	125	1,4 %
(-) Coût du risque	70	32	27	-14,5 %
Résultat d'exploitation	38	91	97	7,0 %
Résultat courant avant impôt	38	91	98	7,1 %
Résultat net	10	51	59	15,6 %

Compte de résultat agrégé dans l'océan Indien

en millions d'euros

	2009	2010	2011	Var. 11/10
(+) Opérations de trésorerie et interbancaire	-125	-110	-97	-11,9 %
(+) Opérations avec la clientèle	383	389	387	-0,5 %
(+) Opérations sur titres	-2	-3	-1	-71,5 %
(+) Autres opérations	102	106	110	4,3 %
(=) Produit net bancaire	358	382	399	4,6 %
(-) Frais généraux	195	206	220	6,6 %
dont frais de personnel	117	125	130	3,9 %
dont services extérieurs	71	73	82	11,1 %
(-) Dotations aux amortissements	15	15	15	-1,2 %
(-) Divers	-3	-0	-2	N.S
(=) Résultat brut d'exploitation	151	161	166	3,2 %
(-) Coût du risque	121	95	49	-48,1 %
Résultat d'exploitation	30	66	117	77,3 %
Résultat courant avant impôt	28	64	115	79,3 %
Résultat net	-2	51	78	53,2 %